

LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE N° 379

Lettre du mardi 14 avril 2020

L'EDITO

Coronavirus : comment arbitrer entre vies à sauver et emplois à préserver ?

Le président Macron a donc décidé de prolonger le confinement jusqu'au lundi 11 mai en privilégiant clairement la santé sur l'économie.

Qui peut, en conscience, lui reprocher cet arbitrage, sûrement la décision politique la plus importante qu'un chef de l'Etat ait dû prendre depuis la 2^{ème} guerre mondiale. Aux Etats-Unis, **Donald Trump** a également estimé vendredi que sa décision sur la date à laquelle il serait possible de rouvrir l'économie américaine, après l'isolement lié au coronavirus, serait aussi «la plus importante» de sa vie.

En arrêtant l'économie, les dirigeants des pays développés ont donc fait le choix de sauver des vies. Mais un jour, il faudra bien arbitrer entre santé et économie, estimait l'éditorialiste des Echos **Jean-Marc Vittori**.

Nous voyons une effroyable crise sanitaire. Nous ne voyons pas la crise économique et sociale qui va lui succéder. Il est temps d'ouvrir les yeux et de préparer la suite.

Revenant sur le choix du confinement, l'éditorialiste déclarait que ce choix qui n'a aucun précédent dans l'histoire a eu pour conséquence l'arrêt, du jour au lendemain, du tiers de la machine économique.

Chaque semaine de confinement, poursuit-il, coûte 15Mds d'euros à la France et alors qu'en 2009, après la crise financière, nous avons perdu au total 3% de notre production, nous perdons aujourd'hui 3% en un mois. Il faut remonter à l'année 1944 pour retrouver une chute de la production équivalente.

Sept millions de salariés sont en chômage partiel, mais combien seront-ils en chômage total en juin ?

L'effort du gouvernement, lui aussi sans précédent, a pour but d'éviter l'effondrement mais ce n'est pas ce qui va faire repartir la machine et la croissance.

Cela n'empêchera pas des milliers d'entreprises de disparaître car, après le confinement, il faudra bien que les entreprises aient des contrats, des commandes, du travail...

Dans un certain nombre de secteurs comme le tourisme ou l'aérien, avec des millions d'emplois à la clé, on ne reviendra pas à la situation d'avant la pandémie avant 18 mois estime-t-il.

Tous les gouvernements devront donc nécessairement arbitrer entre le risque sanitaire et la dévastation économique.

Jean-Marc Vittori relève que si on attend d'être absolument sûr que plus aucun virus ne circule, il faudra arrêter l'économie pendant des mois ce qui n'est tout simplement pas possible.

Ce dimanche, le ministre de la Santé allemand, **Jens Spahn**, a déclaré que l'Allemagne se préparait à lever progressivement les restrictions liées à l'épidémie, profitant d'une situation moins dramatique que dans d'autres pays européens avec notamment une mortalité encore inférieure. D'autres pays vont suivre pour « sauver » autant que faire se peut leur économie !

La crise sanitaire est terrible concluait **Jean-Marc Vittori**. Elle est filmée heure après heure et suscite émotion et empathie. Une entreprise qui disparaît suscite moins d'émotion, car ça ne se voit pas...mais ça se verra au fur et à mesure si on n'agit pas vite.

Les français applaudissent à 20 heures les soignants et c'est bien. Le feront-ils dans quelques semaines pour les chefs d'entreprises et leurs collaborateurs qui seront en première ligne pour éviter la dévastation économique ?

Nous avons au moins une certitude, celle de la résilience des entrepreneurs ultramarins qui, de crise sociale en catastrophe climatique, ayant parfois le sentiment d'être un peu délaissés, sont toujours debout et se battent avec courage. Mais cela suffira-t-il ?

FLASH SPECIAL COVID-19

Le président de CMA France, Bernard Stalter, est décédé.

Le Président de la Chambre de Métiers et d'Artisanat France, Bernard Stalter, est décédé ce lundi 13 avril 2020 suite à une contamination COVID-19 a annoncé dans un communiqué CMA France.

Infatigable défenseur de l'artisanat et de l'excellence de l'apprentissage comme une voie de réussite professionnelle, Bernard Stalter savait aussi mettre en avant les femmes et les hommes qui font vivre le premier réseau économique de France comme il aimait à le dire.

La FEDOM salue sa mémoire et adresse à sa famille, ses proches, ses collaborateurs et à travers eux tous les artisans de France, ses condoléances attristées.

Rubrique « économique et fiscale »

Dans un Communiqué de presse du 3 avril 2020, **Gérald Darmanin** a annoncé un prolongement des possibilités de report des cotisations sociales et impôts directs des entreprises pour tout le mois d'avril.

Coronavirus : Bercy se prépare à aider les entreprises en grande difficulté

Lancé à la mi-mars, le plan d'urgence aux entreprises va passer de 45 à 100 milliards d'euros. L'enveloppe de chacun des dispositifs mis en place le mois dernier (chômage partiel, fonds de solidarité, report de charges) est renforcée pour aider au mieux les entreprises en grande difficulté.

[En savoir plus](#)

Réponse de **Gérald Darmanin** au Courrier FEDOM sur le dépôt des comptes

La FEDOM avait interpellé le ministre de l'Action et des Comptes publics **Gérald Darmanin** par courrier sur les difficultés posées par les conditions d'application par l'administration fiscale de l'obligation de dépôt des comptes annuels prévue par le code de commerce, à l'occasion de ses contrôles sur les opérations d'investissement des entreprises outre-mer réalisées au titre des dispositions prévues aux articles 199 undecies B, 217 undecies et 244 quater W du code général des impôts.

Commentaire FEDOM : ce courrier dans lequel le ministre évoque « de très rares cas » de remise en cause des avantages fiscaux pour « non dépôt des comptes » se contente de rappeler la loi et les précisions doctrinales apportées le 24 décembre 2019 dans le BOFIP. La lettre ne répond pas sur le fond et ne règle pas la situation. Elle apparaît surtout en profond décalage avec la situation économique actuelle.

Vous trouverez ci-après le courrier de réponse du MACP : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/04/Courrier-DARMANIN.pdf>

Crise liée au Covid-19 : quelles actions peuvent être mises en œuvre en matière de TVA ?

La crise sanitaire a conduit le Gouvernement à mettre en place diverses mesures de soutien et d'accompagnement au profit des entreprises, sauf pour l'instant en matière de TVA. Il reste donc aux entreprises à utiliser les dispositifs déjà existants.

<https://emeia.ey-vx.com/328/139267/landing-pages/alerte-coronavirus---mesures-tva-3-avril.pdf>

Commentaire FEDOM : tout redevable qui a opté pour le paiement de la TVA d'après les débits a la faculté de renoncer à cette option. Les redevables doivent en faire la déclaration écrite, par lettre simple, auprès du service des impôts des entreprises dont ils relèvent pour le paiement de la taxe. Cette possibilité est inscrite au BOFIP - BOI-TVA-BASE-20-50-10-20120912. De plus, en ce qui concerne la facturation électronique, le service de contrôle fiscal vient de préciser dans une note du 30 mars 2020 que pendant la période d'urgence sanitaire, la facture papier numérisée est admise.

Fiches pratiques sur les mesures d'aide aux entreprises

A la demande de **Bruno LE MAIRE**, ministre de l'Economie et des Finances, un document récapitulant l'ensemble des mesures prises par le gouvernement pour venir en aide aux entreprises dont l'activité se trouverait impactée par la crise du coronavirus, est mis à votre disposition. Vous le retrouverez en cliquant ici : <https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/Coronavirus-MINEFI-10032020.pdf> (ce lien reste inchangé en cas de mise à jour du document).

Rubrique « tourisme »

Le tourisme est prioritaire pour bénéficier d'annulation de charges

Le ministre de l'Economie et des Finances, **Bruno Le Maire**, juge que les entreprises du tourisme et de la restauration sont touchées de plein fouet par la crise sanitaire. Elles pourraient profiter d'un coup de pouce du gouvernement.

<https://www.tourhebd.com/actualites/economie/le-tourisme-est-prioritaire-pour-beneficier-dannulation-de-charges-550806.php>

COVID-19 : actions de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie

L' UMIH se mobilise pour accompagner les entreprises impactées.

<https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/04/Covid19-Actions-UMIH.pdf>

Un fonds de soutien en faveur du tourisme en cours d'élaboration

Au cours d'un entretien avec les acteurs économiques réunionnais, la ministre des outre-mer a annoncé qu'un fonds d'aide allait être mis en place au niveau national pour le secteur touristique.

<https://mcusercontent.com/14189560832496f694324c461/images/67e57008-6a63-4f52-a8b6-a7839ae6e6b7.png>

ADN Tourisme demande le classement de la crise sanitaire en catastrophe naturelle

La nouvelle fédération représentant les offices de tourisme des collectivités, ADN Tourisme et la Confédération des acteurs du tourisme adressent un courrier commun à **Jean-Baptiste Lemoyne** pour "demander que l'état reconnaisse la crise sanitaire actuelle comme état de catastrophe naturelle" et pallier le fait que "le monde de l'assurance est totalement absent de cet effort collectif".

<https://www.banquedesterritoires.fr/adn-tourisme-demande-le-classement-de-la-crise-sanitaire-en-catastrophe-naturelle>

Rubrique « agroalimentaire / production locale »

En Outre-mer, le difficile approvisionnement en œufs et en volailles

« L'Outre-mer est en grande difficulté pour l'approvisionnement par voie aérienne en volaille et en œufs », a mis en garde jeudi le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation **Didier Guillaume**. Une grande partie des liaisons aériennes étant suspendues face à l'épidémie de coronavirus, "l'Hexagone ne peut pas envoyer de la volaille, des œufs qui sont indispensables à l'Outre-mer", a-t-il indiqué devant la commission des affaires économiques du Sénat.

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/en-outre-mer-le-difficile-approvisionnement-en-oeufs-et-en-volailles_2123455.html

Des associations d'élus appellent la grande distribution à soutenir les producteurs locaux

Inciter les enseignes de la grande distribution à contribuer à un fonds de soutien aux producteurs locaux à l'instar du fonds de solidarité, destiné aux PME et PMI, auquel participent les compagnies d'assurances : c'est l'objectif poursuivi par des associations d'élus, dont Régions de France, l'Association des petites villes

de France (APVF), l'Association des maires ruraux de France (AMRF) et l'Association nationale des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des pays (ANPP).

<https://www.banquedesterritoires.fr/des-associations-delus-appellent-la-grande-distribution-soutenir-les-producteurs-locaux>

Rubrique « BTP / Logement »

Covid-19 : le gouvernement présentera le 15 avril une révision de l'ordonnance "délais" en matière d'urbanisme

Le gouvernement présentera, lors du Conseil des ministres du 15 avril 2020, une ordonnance modifiant l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période. Ce nouveau texte devrait revenir sur la suspension des délais d'instruction (sauf dérogation du préfet) et des délais de recours.

Cette nouvelle ordonnance annulerait la suspension des délais d'instruction des autorisations d'urbanisme prévue à son article 7. Elle permettrait, en revanche, au cas par cas et sur décision du préfet de département, de déroger à cette instruction pour les collectivités ou les services déconcentrés de l'état qui ne sont pas en mesure d'étudier les dossiers.

Autre modification, les délais de recours échus durant la période de l'état d'urgence ne seront plus prorogés d'un délai équivalent au délai initial après la levée de l'état d'urgence (pour certains délais, la date était ainsi repoussée au 24 août 2020). Ces délais devraient désormais courir dès la fin de l'état d'urgence.

Les professionnels du bâtiment se disent "satisfaits" de ce texte et de la réponse rapide du ministère, alors que les entreprises du secteur sont "confrontées à une situation d'une extrême gravité" et à "des pertes d'activité considérables.

"Les délais de recours, c'était un vrai sujet de préoccupation", souligne **Marianne Louis**, directrice générale de l'Union sociale pour l'habitat (USH), qui estime qu'"il ne faut pas perdre plus de temps" pour reprendre l'activité.

Avec la sécurisation des contrats de droit privé (l'ordonnance du 25 mars suspend également les délais prévus par ces contrats) et la dématérialisation des actes notariés, ces mesures vont dans le bon sens, celui d'une "sécurité juridique" et d'"une reprise immédiate des chantiers", estime **François Rieussec**, président de l'Union nationale des aménageurs (Unam). Reste encore, selon lui, à régler la question de la protection sanitaire des salariés à la reprise de l'activité et de la capacité des entreprises du secteur à amortir les charges qui s'accumulent durant la période de confinement.

(D'après le Moniteur)

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Covid-19 : le Sénat passe au crible les mesures d'urgence

Une mission de contrôle mise en place par la Haute Assemblée a examiné les ordonnances et les décrets



pris en application de la loi d'urgence du 23 mars.

<https://www.banquedesterritoires.fr/le-senat-passe-au-crible-les-mesures-durgence>

Les députés calédoniens dénoncent « l'absence de transparence » dans la gestion du Covid-19

Les deux députés de Nouvelle-Calédonie ont dénoncé "l'absence totale" de transparence dans la gestion locale de la crise du Covid-19, après l'annonce de la mise en quarantaine du président du gouvernement.

https://www.tahiti-infos.com/N-Caledonie-les-deputes-denoncent-l-absence-de-transparence-dans-la-gestion-du-Covid-19_a190157.html

Covid-19 : face à Sébastien LECORNU, les sénateurs réclament un soutien fort de l'état aux collectivités territoriales

Lire le communiqué de presse ici : <https://www.senat.fr/presse/cp20200409b.html>

Covid-19 : une soixantaine de députés lancent une consultation pour repenser nos sociétés post-crise

Cette plateforme collaborative, intitulée « Le jour d'après », permet aux citoyens, jusqu'au 3 mai, « de s'exprimer sur la France que nous voulons demain » autour de onze thématiques dont : santé, travail, consommation et sobriété, solidarités, éducation, territoires, Europe, etc.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/consultation-jour-apres-covid19-deputes-35276.php4>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Annick Girardin évoque une éventuelle « doctrine sanitaire spécifique » pour l'Outre-mer

Des mesures sanitaires de gestion du Covid différentes de celles appliquées dans l'hexagone pourraient être mises en œuvre dans les Outre-mer. On en saura plus cette semaine.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/politique/annick-girardin-evoque-une-eventuelle-doctrine-sanitaire-specifique-pour-l-outre-mer-568351.php>

Covid-19- Outre-mer : après l'avis du Conseil scientifique, Annick Girardin annonce le test des arrivants en quatorzaine

<http://outremers360.com/politique/covid-19-outre-mer-apres-lavis-du-conseil-scientifique-annick-girardin-annonce-le-test-des-arrivants-en-quatorzaine/>



Annick Girardin et Jean-Baptiste Djebbari mettent en place un pont aérien entre Mayotte et La Réunion

Le ministère des Outre-mer et celui du transport confirment la mise en place d'un pont aérien entre la Réunion et Mayotte pour transporter notamment des produits sanitaires et alimentaires à Mayotte.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/mayotte/annick-girardin-et-jean-baptiste-djebbari-mettent-en-place-un-pont-aerien-entre-mayotte-et-la-reunion-819706.html>

Prêt Garanti par l'état dans les COM : quelles démarches pour en bénéficier dans la zone Pacifique ?

Retrouvez le document de présentation ici : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/04/dp-pret-garantie-etat-v05.pdf>

DU CÔTÉ DE L'UNION EUROPEENE

Reprise économique : la Commission européenne consulte sur une stratégie de finance durable

« Garantir une reprise économique durable et résiliente à la suite de l'épidémie de coronavirus ». Tel est l'objectif d'une consultation publique lancée par la Commission européenne le 8 avril.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/strategie-finance-durable-reprise-economique-commission-europeenne-35305.php4#xtor=ES-6>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

L'état soutient l'économie calédonienne

Après des annonces de mesures économiques réalisées de manière unilatérale, l'état, le gouvernement calédonien et les trois provinces ont travaillé à la mise en œuvre d'une action coordonnée en Nouvelle-Calédonie afin de compléter les mesures déjà prises.

<http://outremers360.com/economie/covid-19-letat-soutient-leconomie-caledonienne/>

Martinique : « La CTM a un rôle essentiel à jouer, en partenariat avec l'état »

Le conseiller exécutif Francis Carole, en charge des Affaires sociales, de la Santé et de la Solidarité, explique les engagements pris par la Collectivité Territoriale de Martinique face à la pandémie. Il prône un véritable partenariat avec l'état et non une position de collectivité subalterne.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/regions/departement/la-ctm-a-un-role-essentiel-a-jouer-en->

partenariat-avec-l-etat-552729.php

Saint-Barth débloque 2 millions d'euros pour tester toute sa population et envisage déjà un déconfinement

La collectivité de Saint-Barthélemy pense déjà à l'après-crise coronavirus. Le conseil territorial s'est réuni le samedi 4 avril, pour aborder ce sujet, mais également débloquer 2 millions d'euros afin de faire dépister toute la population.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/saint-barth-debloque-2-millions-d-euros-pour-tester-toute-sa-population-et-envisage-deja-un-deconfinement-819758.html>

Saint-Martin : Daniel Gibbs détaille les mesures prises par la collectivité

Le président **Daniel Gibbs** et sa première vice-présidente **Valérie Damaseau** ont pris le temps de détailler l'ensemble des actions mises en œuvre par la collectivité de Saint-Martin et ses élus depuis le début de la crise de Covid19 et d'expliquer l'organisation découlant du plan de continuité du service public, instaurée par la Direction générale.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/politique/saint-martin-daniel-gibbs-detaille-les-mesures-prises-par-la-collectivite-568465.php>

"Nous nous engageons dans un plan de continuité de l'économie réunionnaise"

Durement impactées par l'épidémie du Covid-19, les entreprises pourront compter sur le soutien de l'état et des collectivités. C'est ce qui a été rappelé mardi dernier par le préfet **Jacques Billant**, entouré de **Cyrille Melchior** et de **Didier Robert**, présidents du Département et de la Région, qui ont fait un point sur les mesures économiques mises en œuvre à La Réunion dans le cadre de cette crise sanitaire et économique.

https://www.zinfos974.com/Nous-nous-engageons-dans-un-plan-de-continuite-de-l-economie-reunionnaise_a152445.html

Coronavirus : un choc pour les finances locales en Outre-mer

Le Club Finances publie la première modélisation de FCL-Gérer la cité de l'impact de l'épidémie sur les départements et régions ultra-marins (et collectivités uniques). La menace porte sur les baisses de fiscalité en particulier de l'octroi de mer. Les conséquences devraient être différentes selon les territoires.

<https://www.lagazettedescommunes.com/672448/coronavirus-un-choc-pour-les-finances-locales-en-outre-mer/>

En Guyane, l'orpaillage illégal s'intensifie pendant la pandémie

Profitant de la crise sanitaire, les orpailleurs clandestins en Guyane ont intensifié leur activité et se sont rapprochés des villages. Cela provoque l'inquiétude des Amérindiens wayanas, qui craignent la diffusion du coronavirus. En attendant une réponse concrète de l'état, la situation est instable.

<https://reporterre.net/SPECIAL-OUTREMER-En-Guyane-l-orpaillage-illegal-s-intensifie-pendant-la-pandemie>

Polynésie française : des aménagements pour le remboursement des prestations touristiques

La ministre du Tourisme, **Nicole Bouteau**, a proposé vendredi en conseil des ministres de modifier les conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours, dans le cadre de la pandémie liée au Covid-19.

https://www.tahiti-infos.com/Des-amenagements-pour-le-remboursement-des-prestations-touristiques_a190152.html

Guadeloupe : les loyers agricoles seront réduits de 50% au titre de l'année 2020

Partenaire majeur des agriculteurs guadeloupéens par les terres et l'eau agricoles qu'il met à leur disposition pour qu'ils s'installent et développent leurs exploitations, le Conseil départemental vient en aide aux exploitants installés sur son foncier dans la période particulière que traverse la Guadeloupe.

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Informations-pratiques/Les-loyers-agricoles-seront-reduits-de-50-au-titre-de-lannee-2020>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Matériel d'assistance respiratoire en Guyane et aux Antilles françaises : clôture de l'enquête sur les importations exclusives

L'Autorité de la Concurrence clôture une enquête relative à des pratiques d'importation exclusive dans le secteur du matériel médical à destination des hôpitaux en Guyane et aux Antilles françaises. Elle prend acte de la décision du groupe Fisher & Paykel Healthcare de clarifier les conditions de distribution de ses produits dans ces territoires ultramarins afin de renforcer la concurrence.

<https://www.autoritedelaconcurrence.fr/fr/communiqués-de-presse/materiel-dassistance-respiratoire-en-guyane-et-aux-antilles-francaises>

VIE DE LA FEDOM

Agenda de la FEDOM

L'Assemblée Générale de la FEDOM est reportée au 13 octobre 2020 (auront lieu la veille les traditionnelles réunions des commissions thématiques et du Bureau).

Les Assises Économiques des Outre-mer sont également reportées au 13 et 14 octobre 2020.



Les organisateurs, le Groupe Ouest-France, le Marin et Ilago, en partenariat avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer et le Cluster Maritime Français, et avec le soutien du Ministère des Outre-mer, ont décidé de reporter ce nouvel événement.

<https://www.ouest-france.fr/economie/coronavirus-les-assises-economiques-des-outre-mer-reportees-en-octobre-6805433>

La FEDOM recherche un/e Responsable des affaires administratives (CDI)

La Fédération des entreprises des Outre-mer recherche un(e) Responsable des affaires administratives ayant la charge de missions administratives, financières et de communication. Poste à pourvoir dès que possible.

N'hésitez pas à faire parvenir vos candidatures sur contact@fedom.org / skaram@fedom.org

Profil de poste : <https://fedom.org/2020/03/12/la-fedom-un-e-responsable-des-affaires-administratives/>

VIE DES ADHERENTS

La France et les Pays-Bas discutent d'une aide financière massive à Air France-KLM

Air France-KLM devrait bénéficier de prêts garantis par les Etats français et néerlandais pour un total de 6 milliards d'euros, afin de faire face aux besoins de liquidités. Mais une injection directe de capital reste également envisagée à moyen terme.

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/coronavirus-la-france-et-les-pays-bas-discutent-dune-aide-financiere-massive-a-air-france-klm-1191855>

Chômage partiel : l'interpatronale calédonienne dénonce un dispositif « insuffisant »

Dans un long communiqué, l'interpatronale, est revenue sur le « plan de sauvegarde de l'économie calédonienne », présenté par le gouvernement.

<https://www.inc.nc/breve/chomage-partiel-l-interpatronale-denonce-un-dispositif-insuffisant>

Le fonds de solidarité étendu aux petites entreprises de Saint-Barthélemy

Jusqu'ici, les entreprises de Saint-Barthélemy étaient exclues du dispositif en raison de la fiscalité particulière de la collectivité. Le sénateur de Saint-Barthélemy, **Michel Magras** a interpellé le ministre de l'Economie et des Finances **Bruno Le Maire** sur ce sujet. La Chambre économique mixte de Saint-Barthélemy s'était également saisie de cette éligibilité depuis le 30 mars.

<http://outremers360.com/economie/covid-19-le-fonds-de-solidarite-etendu-aux-petites-entreprises-de-saint-barthelemy/>

Énergies en Outre-mer : Albioma remporte 17 MWc de projets solaires aux Antilles et dans l’Océan Indien

Albioma annonce avoir remporté une puissance agrégée de 17 MWc lors de l’appel d’offres gouvernemental portant sur des « projets photovoltaïques au sol et en toitures dans les zones non interconnectées (ZNI) en Corse et dans les territoires d’Outre-mer », a annoncé le producteur indépendant d’énergies renouvelables dans un communiqué.

<http://outremers360.com/fil-info-appli/energies-en-outre-mer-albioma-remporte-17-mwc-de-projets-solaires-aux-antilles-et-dans-locean-indien/>

“ Nous viendrons à bout de cette crise “ – Carine Sinaï, présidente de la CCI Guyane

La Chambre de Commerce et d’Industrie de Guyane a aujourd’hui un rôle primordial dans la gestion de la crise économique qui touche les entreprises du département. Elle se doit notamment d’être le relais des mesures mises en place récemment par le gouvernement, dans un territoire vaste et souvent éloigné des réalités de l’hexagone. Le point avec la présidente, **Carine Sinaï-Bossou**.

<https://www.franceguyane.fr/une/nous-viendrons-a-bout-de-cette-crise-467234.php>

Les acteurs économiques de La Réunion demandent l'application du Prêt garanti par l'Etat à toutes les entreprises

Dans un courrier adressé au préfet, au directeur régional de l'IEDOM, au directeur régional de la BPI et au président de la FBF, les acteurs économiques de l'île demandent l'application "coordonnée, cohérente, assouplie et systématisée" des conditions d'accès au Prêt Garanti par l'Etat (PGE) par les banques de La Réunion afin de garantir l'accès à ce dispositif à l'ensemble des entreprises réunionnaises, et notamment les plus fragiles et les plus en difficulté.

<http://www.ipreunion.com/coronavirus/reportage/2020/04/09/covid-19-le-medef-reunion-demande-l-application-du-pret-garanti-par-l-etat-a-toutes-les-entreprises,117336.html>

Nouvelle-Calédonie : l'OPT se mobilise et apporte son soutien aux des entreprises et à ses compatriotes

Entreprise solidaire, l'Office des Postes et des Télécommunications de la Nouvelle-Calédonie se mobilise et apporte son soutien auprès des entreprises et de ses compatriotes.

https://www.megazap.fr/Nouvelle-Caledonie-l-OPT-se-mobilise-et-apporte-son-soutien-aupres-des-entreprises-et-de-ses-compatriotes_a5989.html

Mesures prises par le Grand Port Maritime de La Réunion

En réponse aux sollicitations liées à l’impact économique de la pandémie de Covid-19 sur le tissu économique réunionnais, notamment celles relayées par l’ADIR et l’UMIR, et face aux difficultés auxquelles

doivent faire face de nombreux membres de la communauté portuaire, le GPMDLR a décidé d'un certain nombre de mesures destinées à alléger la pression sur la trésorerie des entreprises :

- Le paiement des factures de mars et avril concernant les redevances domaniales, les locations de portiques et le branchement des reefers ne sera exigible qu'à 3 mois, ce qui laissera le temps aux entreprises d'avoir accès aux dispositifs gouvernementaux ;
- Les majorations de tarif prévues au barème et déclenchées au-delà d'un certain nombre de jours de stationnement des conteneurs sur le terminal à conteneurs seront neutralisées a posteriori sous forme d'avoir, seul le tarif de base sera dû ; l'avoir sera établi avant le nouveau délai d'exigibilité de la facture (3 mois) de sorte que les entreprises n'aient à terme qu'à décaisser le différentiel.

Parallèlement à ces nouvelles dispositions et pour éviter le recours au courrier, Port Réunion va poursuivre ses efforts de dématérialisation en transmettant dorénavant les factures par internet.

Coronavirus : conséquences de la crise pour la production de rhum en Guadeloupe

Cette crise sanitaire tombe plutôt mal pour la filière canne en Guadeloupe et plus généralement pour la branche rhum. Car c'est à cette période que le maximum de canne est broyé par les distilleries et que la grosse contenance de rhum est distillée.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/coronavirus-consequences-de-la-cris-pour-la-production-de-rhum-en-guadeloupe-819076.html>

Nos 600 producteurs de bananes continuent d'alimenter le marché français

Les bananes de Guadeloupe et de Martinique continuent d'être proposées à la vente aussi bien dans l'hexagone que sur les deux territoires. Les Groupements locaux de Guadeloupe et Martinique de planteurs de bananes indiquent avoir pris des dispositions depuis la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/nos-600-producteurs-de-bananes-continuent-d-alimenter-le-marche-francais-568353.php>

Mascarin : plus de 400 œufs de Pâques pour les enfants et les personnels soignants

C'est dans un contexte plus que particulier, cependant comme chaque année, que Mascarin, Maître Chocolatier de La Réunion, fait don d'œufs de Pâques aux CHU de l'île.

<https://www.linfo.re/la-reunion/societe/mascarin-plus-de-400-oeufs-de-paques-pour-les-enfants-et-les-personnels-soignants>

L'île de La Réunion tourne au ralenti grâce à ses stocks

Des secteurs entiers de l'économie sont paralysés mais l'approvisionnement de l'île reste assuré. « Les stocks stratégiques - carburants, gaz, charbon pour les centrales thermiques, céréales pour les animaux d'élevage - sont à niveau », détaille **Eric Legrigeois**, président du directoire du Grand Port maritime.



<https://www.lesechos.fr/pme-regions/outre-mer/covid-19-lile-de-la-reunion-tourne-au-ralenti-grace-a-ses-stocks-1193276>

Stéphane COLOMBEL, président de Digital Réunion fait le point sur la mise en place du télétravail durant la crise Covid-19

<https://digitalreunion.com/replay-emission-covid-cqfd-du-03-04-sur-le-teletravail/>

La difficile situation des artisans et petites entreprises calédoniennes

Où en sont les entreprises après deux semaines et demie de confinement et l'arrêt complet de certains secteurs d'activité ? La CCI et la Chambre des artisans tiennent des statistiques à jour. Les chiffres sont éloquentes même s'ils ne représentent qu'une partie des professionnels.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/la-difficile-situation-des-artistes-et-petites-entreprises-821202.html>

Pont aérien La Réunion – Mayotte : 25 tonnes de fret transportés en une semaine par Air Austral

Depuis la suspension des vols commerciaux entre La Réunion et Mayotte par le gouvernement français, vingt-cinq tonnes de fret ont été transportées depuis une semaine, a indiqué la compagnie aérienne Air Austral dans son dernier communiqué.

<http://outremers360.com/societe/pont-aerien-la-reunion-mayotte-25-tonnes-de-fret-transportees-en-une-semaine-par-air-austral/>

VIE DES PARTENAIRES

FIDAL - Webinar mardi 14 avril 11h15 - Concurrence & Covid 19 - Application modulée des règles de concurrence - Quels comportements ? Quelles conditions ?

Les règles de concurrence connaissent, actuellement et pour certains comportements, une application modulée. FIDAL propose un Webinar qui se tiendra mardi 14 avril de 11h15 à 12h00 pour aborder ce sujet en détail.

Pour se connecter, suivre le lien : [Inscription au webinar Concurrence et Covid19](#)

https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/04/FIDAL_Covid-19_cartel-de-crise_Avril-2020.pdf

L'AFD avance une enveloppe de 500 000 euros à la COI pour son plan d'urgence

La Commission de l'Océan Indien (COI) a reçu une enveloppe d'aide de 500 000 euros de la part de l'Agence française de développement, dans le cadre de son plan d'urgence face au coronavirus.



<http://outremers360.com/politique/coronavirus-lafd-avance-une-enveloppe-de-500-000-euros-a-la-coin-pour-son-plan-durgence/>

L'Association des CCI des Outre-mer alerte Emmanuel Macron sur les aides aux entreprises ultramarines

L'association des CCI des Outre-mer s'est adressée ce lundi 6 avril dans un courrier au Président de la République **Emmanuel Macron**. Elle souhaite que l'ensemble des entreprises bénéficie du fonds de solidarité et d'exonérations de charges.

<http://outremers360.com/economie/covid-19-lassociation-des-cci-des-outre-mer-alerte-sur-les-aides-aux-entreprises-ultramarines/>

Face au coronavirus, les SMA des Outre-mer mobilisés pour leurs territoires

Alors que le coronavirus sévit dans l'hexagone comme les Outre-mer, les forces armées sont sollicitées pour apporter un soutien logistique et humain aux populations. Dans les Outre-mer, les Services militaires Adaptés ont très vite apporté une réponse aux besoins de leurs territoires respectifs.

<http://outremers360.com/societe/face-au-coronavirus-les-sma-des-outre-mer-mobilises-pour-leurs-territoires/>

Retrouvez la newsletter de l'OCTA, l'Association des Pays et Territoires d'outre-mer de l'Union européenne

<https://mailchi.mp/overseas-association/octa-newsletter-may-7787096?e=fc18abc64d>

BREVES

Chute de la consommation mondiale de carburants, la SARA arrête sa production

Confinement oblige, la circulation routière s'est fortement réduite et a entraîné une baisse de la consommation de carburants. La SARA a donc décidé de mettre sa production à l'arrêt.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/coronavirus-chute-de-la-consommation-mondiale-de-carburants-la-sara-arrete-sa-production-819014.html>

L'Adie met en place un plan d'urgence pour les travailleurs indépendants

Pour faire face à la crise actuelle et permettre de préparer, dès maintenant, les conditions d'une reprise ultérieure de leur activité, l'association a déployé un plan de soutien d'urgence d'une ampleur inédite.

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Economie/LAdie-met-en-place-un-plan-durgence-pour-les-travailleurs-independants>



Tribune du gouverneur de la banque de France : « De l'urgence d'aujourd'hui aux premières réflexions pour demain »

https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/04/tribune_fvdg-le_monde-de_lurgence_daujourd'hui_aux_premieres_reflexions_pour_demain-20200408.pdf

Nouvelle-Calédonie : un appel à projets innovants pour lutter contre la crise du coronavirus

L'action est menée en partenariat avec le pôle innovation de l'Adecal Technopole. L'idée ? Soutenir des initiatives technologiques et innovantes répondant aux attentes des populations et des entreprises durant la crise sanitaire que traverse actuellement la Calédonie.

<https://www.inc.nc/breve/un-appel-a-projets-innovants-pour-lutter-contre-la-crise-du-coronavirus>

Coronavirus : quelles conséquences économiques dans les Outre-mer ?

La crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 est aussi une crise financière. Partout dans le monde, l'économie est touchée, et l'Outre-mer n'est pas épargné. Les conséquences de cette crise pourraient être nombreuses.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/quelles-seront-les-consequences-economiques-du-coronavirus-dans-les-outre-mer-820214.html>

Le secteur du conteneur pourrait perdre plus de 23 milliards de dollars

Alors que **Diego Aponte**, le patron de MSC, évoque un « choc inattendu pour les sociétés et les économies » et que **Rodolphe Saadé**, chez CMA CGM, prévoit une reprise hétérogène, Sea-Intelligence craint des pertes abyssales pour le secteur en 2020.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/shipping/36371-le-conteneur-pourrait-perdre-plus-de-23-milliards-de-dollars>

Ocean Hackathon 2020

Ocean Hackathon, c'est 48h non-stop pour développer en équipe un prototype et réfléchir à son usage, le tout à partir de données numériques variées liées à la mer.

<https://www.pole-mer-bretagne-atlantique.com/fr/actualites/12-la-vie-du-pole/2481-ocean-hackathon-2020>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 8.04.2020

Avenant n° 1 du 7 avril 2020 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'Etat et la Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" »)

Délibération du conseil régional de la **Guadeloupe** relevant du domaine du règlement relative au diagnostic de performance énergétique de Guadeloupe (DPEG), abrogeant et remplaçant la délibération du 14 juin 2013 n° CR/13-680 (NOR : CTRR1319800X)

Délibération relevant du domaine du règlement relative à la réglementation thermique de **Guadeloupe** (calcul RTG) et aux caractéristiques thermiques de l'enveloppe des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments, abrogeant et remplaçant la délibération du 14 juin 2013 n° CR/13-679 (NOR : CTRR1319797X)

Avis de vacance d'un emploi de directeur général adjoint chargé des entreprises, du travail, de la consommation et de la concurrence au sein de la direction générale des populations de la **Guyane**

JO du 9.04.2020

Arrêté du 7 avril 2020 relatif à l'autorisation de détention et de port d'armes pour les agents des équipes mobiles de sécurité du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse dans le Département de **Mayotte**

Décret n° 2020-407 du 7 avril 2020 portant diverses dispositions relatives aux ports et au transport fluvial

Décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 relatif au droit de dérogation reconnu au préfet

Commentaire FEDOM: le droit de dérogation, expérimenté depuis 2017 dans certains territoires, a été étendu à l'ensemble des préfets. Un outil utile pour renforcer la déconcentration en permettant aux représentants de l'Etat au sein des territoires de pouvoir déroger aux normes. Gageons que l'ensemble des préfets de nos territoires ultramarins sauront pleinement se saisir de ce pouvoir pour faire avancer le dossier prioritaire des délais de paiement des collectivités locales aux entreprises.

Ordonnance n° 2020-413 du 8 avril 2020 visant à assurer la continuité de l'exercice des fonctions exécutives locales durant l'état d'urgence sanitaire

Arrêté du 30 mars 2020 portant nomination au conseil de surveillance du grand port maritime de la **Guyane** – Claire Daguzé

JO du 10.04.2020

Arrêté du 6 avril 2020 fixant la répartition budgétaire et les taux d'aides unitaires pour l'année 2020 pour la mesure « aide à l'importation d'animaux vivants » pour les régions ultrapériphériques



Arrêté du 9 avril 2020 portant nomination (direction générale de l'administration de **Guyane**) – M. Marcel David

JO du 11.04.2020

Arrêté du 2 avril 2020 portant approbation du compte financier 2019 de l'agence de santé océan Indien
Délibération n° 131/2019 du 18 juin 2019 du conseil territorial de **Saint-Pierre-et-Miquelon** portant demande d'habilitation législative en matière de transfert de compétence pour le transport maritime de biens

JO du 12.04.2020

Arrêté du 6 avril 2020 portant mutation (tribunaux administratifs et cours administratives d'appel) :
M. Devillers (Pascal), président du corps des magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, président de chambre à la cour administrative d'appel de Nancy, est muté en qualité de président du tribunal administratif de **Polynésie française**, à compter du 3 août 2020.